

**Allocution de M. Mactar Seck, chef de la section des technologies émergentes, de
l'innovation et de la transformation numérique , CEA**

Madame la Vice Ministre

Monsieur le Représentant de AUDA -NEPAD

Monsieur le Représentant de l'Union Européenne

Monsieur le Représentant de la GIZ

Monsieur les Représentants des différentes institutions

Distingués invités

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Secrétaire Exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, je vous souhaite la bienvenue à l'ouverture de l'Atelier de Validation de la Stratégie de Gouvernance des Données du Burundi. Cet événement marque une étape clé dans le renforcement de la gouvernance des données au Burundi face aux enjeux du numérique.

Mesdames , Messieurs

À l'ère du numérique, les données sont désormais considérées comme un levier économique majeur qui contribue à la transformation mondiale. Leur exploitation présente des opportunités significatives pour stimuler la croissance, encourager l'innovation et soutenir le développement social. En outre, une utilisation optimale des données favorise la prise de décisions éclairées, renforce l'entrepreneuriat et améliore la gouvernance ainsi que l'efficacité des services.

En Afrique, le marché des données poursuit une expansion rapide, porté par le développement des technologies numériques, du cloud et de l'intelligence artificielle. Selon les dernières projections, la valeur du marché des centres de données sur le continent pourrait atteindre près de **7 milliards de dollars à l'horizon 2030**.

Au Burundi, cette dynamique se manifeste à travers l'augmentation constante de la connectivité : en 2024, la couverture mobile atteint désormais **98 % pour la 2G, 68 % pour la 3G et 45 % pour la 4G**. Par ailleurs, l'adoption des services financiers numériques connaît une progression notable, illustrant la transformation progressive de l'écosystème local des données.

Toutefois, afin d'exploiter pleinement le potentiel offert par ces ressources, il devient indispensable de mettre en place des cadres de gouvernance solides et adaptés, garantissant une gestion responsable, éthique et efficiente des données. Contrairement au pétrole, les données sont pas tarissables, elles sont répliquables à l'infini, et leur valeur croît avec l'agrégation. Leur exploitation soulève toutefois des enjeux liés à la vie privée, poussant chaque région à élaborer sa propre politique: le RGPD en Europe, un contrôle strict en Chine, une approche sectorielle aux États-Unis, et une stratégie adaptée au contexte par l'Union africaine.

Mesdames, Messieurs,

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) accorde une importance majeure à la gestion des données, considérée comme l'un de ses principaux atouts. Ainsi, des consultations ont été menées avec l'ensemble des parties prenantes (responsables gouvernementaux, le secteur privé, experts, chercheurs universitaires et membres de la société civile) dans un esprit de responsabilité, d'éthique et d'efficacité. Cette approche, fondée sur la communication ouverte, la collaboration pour relever les défis et la construction d'une vision commune, a permis l'élaboration de cette stratégie nationale adaptée aux besoins de la nation burundaise, Cette strategies axe sur 7 piliers

- **Pilier 1** - Gouvernance Institutionnelle et Leadership
- **Pilier 2** - Cadre Juridique et Réglementaire
- **Pilier 3** - Gestion, Qualité et InterOpérabilité
- **Pilier 4** - Infrastructures, Partage et Accès
- **Pilier 5** - Sécurité et Protection des Données
- **Pilier 6** - Développement des Capacités et Culture des Données
- **Pilier 7** - Économie des Données et Innovation

visé à garantir la sécurité, l'intégrité et la disponibilité des informations à l'ensemble des citoyens burundais.

L'adoption de cette gouvernance des données constitue une avancée significative vers la consolidation de la souveraineté numérique nationale. Toutefois, sa mise en œuvre effective

requiert la **sensibilisation** de l'ensemble des parties prenantes, le **renforcement de la culture des données** au sein des institutions publiques et privées, ainsi que la **promotion d'une gestion responsable et éthique de l'information**. Il sera impératif d'accorder une attention soutenue à la protection des données à caractère personnel, notamment par le respect des droits des citoyens et la conformité aux standards internationaux. Par ailleurs, il conviendra de mettre en place des dispositifs **de formation continue, d'accompagnement technique et de suivi-évaluation** afin d'assurer la pérennité et l'efficacité des actions menées. L'intégration de normes internationales, le **partage de bonnes pratiques** avec d'autres pays et la **participation active aux initiatives régionales** contribueront également à renforcer la position du Burundi dans l'écosystème numérique africain. Ces efforts conjoints permettront d'optimiser les opportunités offertes par la gouvernance des données et de soutenir le développement durable du pays.

Madame la Vice-Ministre, soyez assurée que la CEA sera à vos côtés pour vous accompagner dans la mise en œuvre des prochaines étapes visant à optimiser les opportunités offertes par la gouvernance des données et à soutenir le développement durable du pays.

Mesdames, Messieurs,

En conclusion, je remercie sincèrement le Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique pour son engagement et sa collaboration avec la CEA dans le développement de la stratégie nationale de gouvernance des données. Leur leadership a été déterminant dans la réussite du projet.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers nos partenaires, notamment la GIZ, l'Union européenne AU-NEPAD et la Commission de l'Union africaine, pour le soutien technique et financier apporté à cette initiative. Leur appui constant a été déterminant dans la réalisation des objectifs et dans l'élaboration d'une stratégie de qualité.

Je souhaite exprimer mes plus vifs remerciements aux experts de la CEA, en particulier à Mr. Mbaye Coulibaly et Mme Maimouna Diop, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe technique de la CEA et de la GIZ, et Francis Cubahiro, Directeur Generale des TIC Burundi qui ont mené ce travail

avec un professionnalisme exemplaire et un engagement sans faille. Leur expertise, leur rigueur et leur collaboration étroite ont été déterminants dans l'élaboration et la réussite de cette stratégie de gouvernance des données pour le Burundi.

Enfin, j'exprime ma gratitude à tous les participants et parties prenantes ayant contribué, par leur expertise, leurs idées et leur dévouement, à la réussite de ce processus collaboratif. Ensemble, poursuivons nos efforts pour bâtir une gouvernance des données solide, éthique et inclusive, au service du développement durable du Burundi et de l'épanouissement de ses citoyens.